



dossier



“le regard sur ces jeunes s’est durci depuis dix ans”

Que sont devenus les émeutiers de 2005, passé ce moment que **le sociologue Fabien Truong** qualifie “*d’euphorie et d’exception*”? par Jean-Marie Durand et Anne Lafetter



Deuxième nuit d'émeute
après la mort de Zyed Benna
et Bouna Traoré. Clichy-
sous-Bois, 28 octobre 2005

Julien Feuchet/Medialia / Kamalabibi/Sipa

Ancien professeur de lycée en Seine-Saint-Denis devenu sociologue, Fabien Truong a suivi le parcours d'une vingtaine d'anciens élèves depuis les émeutes de 2005, du bac à la fin des études, du lycée aux premiers boulots. Le livre issu de cette proximité attentive, *Jeunesses françaises - Bac + 5 made in banlieue*, déconstruit les idées reçues sur la désintégration sociale et met en lumière la diversité des parcours de jeunes pour qui les émeutes ne furent qu'un moment de l'adolescence, dépassé par le souci de trouver une place stable dans la société.

Les émeutes de 2005 restent dans les mémoires comme un événement fondateur qui symbolise la rupture entre les jeunes de banlieue et le reste de la société. Comment comprendre la force de ce symbole ?

Fabien Truong – Si le souvenir des émeutes reste encore si fort, c'est d'abord parce qu'elles ont été incarnées par des images qui ont tourné en boucle dans le monde entier : le feu, la nuit, les voitures qui brûlent... Tout un imaginaire apocalyptique a alors été convoqué. "La banlieue" : dans les pays étrangers, tout le monde désormais connaît ce mot. Les jeunes des quartiers ont eu surtout le sentiment de renverser une situation politique où ils étaient devenus des objets, des cibles. Soudain, c'était eux qui définissaient l'agenda : ils ont alors eu un sentiment de puissance et d'exaltation, l'impression d'être des sujets.

Est-ce encore un moment de référence quasi identitaire de l'histoire collective des jeunes des quartiers populaires ?

Oui et non. Ces images ont été tellement fortes qu'on ne peut pas les oublier. Elles ont surtout révélé un vrai malaise, une révolte diffuse, une déconsidération générale. Le regard sur ces jeunes des quartiers s'est encore durci depuis dix ans. Au-delà des conditions socio-économiques dégradées, le poids

du regard négatif pèse plus fort. En même temps, cet événement n'a pas débouché sur une transmission durable. Les gamins qui ont brûlé des voitures à l'époque ont aujourd'hui 25 ans ; une partie d'entre eux ne sont plus dans les cités. Ils sont passés à autre chose, ils font des études, ils bossent ou essaient de bosser, certains galèrent...

Le moment de l'émeute correspond à un moment d'euphorie juvénile, de révolte. Mais ce ne fut qu'un moment, certes très fort, désormais dépassé. La question essentielle demeure : comment trouver une place dans la société française ? Mais j'insiste : il n'y a pas eu de transmission véritable car ce fut un moment d'exception et de confusion. Ce ne fut pas comme avec la Marche pour l'égalité en 1983. On a eu dans les années 1980 une génération de jeunes issus du monde ouvrier qui portaient une parole politique audible, articulée, formée par l'éducation populaire, différente des partis. Il y a eu à cette époque une opportunité de confier des responsabilités à toute une génération ; ce qui n'a pas été fait. Les générations suivantes ont bien compris que cet espoir n'avait pas été satisfait, qu'elles s'étaient fait bernier.

Ne reste-t-il plus alors que la violence comme mode d'expression d'un désenchantement politique et social ?

Brûler des bagnoles, certes, c'est violent, mais par rapport à la violence sociale que ces jeunes subissent au quotidien, ce condensé de violence physique paraît relativement faible. En dix ans, il y a eu quelques échauffourées mais cela n'a pas continué à brûler...

Est-ce que les anciens émeutiers que vous avez rencontrés regrettent ce qu'ils ont fait ?

Il existe chez eux un regard mélancolique, mais comme n'importe qui en porte sur sa propre jeunesse. Ils regrettent surtout leur défaite d'un point de vue politique : ils mesurent que les émeutes n'ont fait qu'accélérer leur image négative dans l'opinion et la stigmatisation dont ils sont l'objet.

Les émeutes de 2005 n'ont-elles pas quand même été un moment de prise de conscience générale sur ces effets de domination et les inégalités en banlieue ?



“la crise et les frustrations, ça nourrit la colère mais ça ne suffit pas, sinon il y aurait des émeutes tous les jours”

Certes, des réflexions intéressantes ont émergé. Mais sur le long terme, l'espace politique et médiatique n'a pas su produire d'autres représentations, générer d'autres modes d'intervention. Il faut ouvrir les vannes ; or, c'est dangereux car cela fragilise des positions sociales établies. Il faut surtout dépasser, il me semble, ce débat essentialisant, fixiste, sur la banlieue, très mal posé. Cette essentialisation péjorative structure le regard de ceux qui parlent d'en haut, dans ce que j'appelle des “discours de perchoir”, centrés sur la perte de l'identité. L'identité, cela n'existe pas en soi ; ce qui existe, ce sont des processus d'apprentissage, des configurations sociales dans lesquelles les places se font et se défont. Beaucoup appliquent des schèmes culturalistes aux jeunes des banlieues, alors qu'au fond, comme tout un chacun, ils se présentent de manière très différente selon les scènes sociales. Je prends l'exemple de Youssef dans *Jeunesses françaises* : d'origine tunisienne, il a sifflé le match France-Tunisie ; or, il porte aussi tous les jours un maillot de l'équipe de France ! C'est un gamin qui dispose de plusieurs façons de se définir – “Français”, “Tunisien”, “Parisien”, “supporter de Marseille”, “banlieusard” – qui varient selon les contextes locaux et les situations sociales. Tout sociologue que je suis, je me suis par exemple planté une fois sur deux dans mes prédictions sur le devenir de mes anciens élèves ! Les parcours sont divers, multiples. Ils sont marqués par des renversements qu'on peut expliquer sociologiquement, dont on peut tracer la logique.

Dans votre enquête, vous dites par exemple que, contrairement aux idées reçues, les “filles bonnes élèves” au lycée rencontrent ensuite aussi des difficultés dans leur vie d'étudiante...

Au lycée, les filles sont presque sursocialisées par rapport aux critères de l'institution. C'est de la sociabilisation genrée : on apprend aux filles à être bien comme il faut, polies, coopératives.

Elles se projettent en dehors du quartier plus tôt que les garçons. Pour ces filles, avoir le bac avec mention règle l'étiquette illégitime de banlieusarde. Mais une fois dans des filières sélectives, elles se retrouvent minoritaires et minorisées. Elles ne s'y attendent pas, comme Sarah qui pleure le soir, après Sciences-Po. Elle ne rit pas aux blagues, n'a pas les bonnes fringues. En tant que “filles bonnes élèves”, elles sont aussi moins stigmatisées que les garçons. Quand tu te fais contrôler quatre ou cinq fois par semaine par la police, tu apprends à retourner ça et à vivre avec. Leur première année est dure mais elles s'accrochent et trouvent des emplois plutôt qualifiés. Beaucoup de garçons en difficulté retombent eux aussi, avec le temps, sur leurs pieds.

Pour quel genre d'emploi optent-ils ?

Dans les années 70-80, il y avait une promotion des classes populaires à travers la petite fonction publique, surtout chez les filles. Depuis quelques années, elle attire beaucoup moins. Avec la réforme de la mastérisation des concours de l'enseignement, 51 % des profs titulaires sont issus des classes supérieures, c'est énorme. Les gamins de banlieue se dirigent plus qu'avant vers le privé, où il existe une offre plus importante qui essaie de les capter. Ils se pensent illégitimes pour les formations qui mettent en avant le capital culturel légitime.

Quelles sont les raisons principales des émeutes de 2005 ?

Je ne vais pas revenir sur le temps long de la crise et des frustrations, les raisons économiques et sociales. Ce terreau nourrit la colère, mais il ne suffit pas, sinon il y aurait des émeutes tous les jours. Dans quasiment tous les cas, elles démarrent sur une bavure policière et la mort d'un gamin. Les garçons peuvent s'y identifier. Avec l'humiliation des contrôles permanents, ils peuvent se projeter dans Zyed et Bouna, des gamins qui n'avaient rien fait et se sont juste mis à courir. Pour ces jeunes, les flics représentent socialement

“les autres” ; eux, à force de se faire contrôler, incarnent une présomption de culpabilité, comme si on leur reprochait d'exister alors que ce sont des adolescents, qui donc se cherchent. En 2005, très peu de jeunes de 30 ans politisés brûlaient les voitures... Il y a eu beaucoup de dégâts en quelques jours mais, dix ans après, j'ai presque envie de dire qu'il ne se passe pas grand-chose.

Est-ce que les jeunes que vous avez suivis vous reparlent de Nicolas Sarkozy et du rôle qu'il a pu jouer dans les émeutes ?

Oui, pour eux c'est une figure ambivalente. D'abord repoussoir, il est celui qui leur a manqué de respect et de considération. Mais Sarkozy est aussi la figure du nouveau riche, du parvenu. Pour cela, ils peuvent l'envier jusqu'à la haine parce que, d'une certaine façon, ils aspirent à cette richesse qu'il exhibe.

Vous appelez dans votre livre à une politique de la considération. Comment définiriez-vous cette politique ?

Ouvrir les vannes dans les structures existantes, laisser plus de place à ces populations. Je parle de politiques de considération en opposition aux politiques de diversité. Les grandes écoles font de l'*affirmative action* à la française et je ne nie pas ses effets positifs, même si dans la réalité c'est beaucoup plus dur, comme le montre mon livre. Mais surtout, avec ce genre de politique, on décide de n'en sauver qu'un petit nombre. Ce ne sont pas des politiques de démocratisation scolaire mais une façon de sauver l'élitisme à la française. Une politique de la considération ne résonnerait pas en termes de groupes segmentés, d'identités, mais en termes de statuts différents à faire bouger et à déconstruire, dans tous les pans de la vie sociale. D'une certaine manière, les discours sur l'identité, essentialisant et naturalisant, visent à faire écran à ce qui serait un grand redéploiement. ■

Jeunesses françaises – Bac + 5 made in banlieue de Fabien Truong (La Découverte), 320 p., 22 €